

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/81

11 décembre 1996

(96-5235)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU)/CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED)

Déclaration de M. Rubens Ricupero

Secrétaire général de la CNUCED

(prenant la parole au nom du Secrétaire général de l'ONU,
M. Boutros Boutros-Ghali, et de la CNUCED,
en qualité d'observateur)

Je m'adresse à vous aujourd'hui au nom de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). C'est un honneur pour moi de prendre la parole devant cette première Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui se tient à Singapour, exemple admirable de progrès et de développement, fruit de la persévérance et de l'esprit d'entreprise et d'un attachement indéfectible au libre-échange.

Permettez-moi pour commencer de donner lecture d'un court message de M. Boutros Boutros-Ghali.¹

La mission qui convient le mieux pour la Conférence est celle qui a été définie par notre Président il y a dix mois à Brisbane. Ce qu'il a dit alors reste vrai aujourd'hui: consolidation, équilibre et progrès, tels sont les trois éléments que la Conférence doit s'efforcer de concilier et de concrétiser. L'équilibre est indispensable à la consolidation et au progrès et doit donc avoir une place dans les efforts en la matière.

Vous me direz: Comment prétendre atteindre à l'équilibre dans un domaine comme le commerce dont l'essence même est la concurrence, jeu dans lequel certains sont inévitablement appelés à gagner plus que les autres? La mondialisation étant destinée à déboucher sur l'unification des marchés à l'échelle planétaire, la question est aujourd'hui particulièrement urgente. L'unification des marchés suppose, en fin de compte, l'abolition des obstacles nationaux et régionaux et de la protection qu'ils confèrent aux secteurs faibles. Il ne peut qu'en résulter qu'une exacerbation de la concurrence.

La concurrence est l'organe vital de l'organisme, qui distribue l'énergie dans tout le système. Mais comme je l'ai dit, c'est aussi un jeu. Il lui faut donc des règles et des arbitres. Le Cycle d'Uruguay nous a permis de nous doter de la série la plus complète de règles commerciales qui aient jamais été conçues, mais aussi d'un arbitre de poids pour les faire respecter: l'Organisation mondiale du commerce. Cependant, comme dans toute aventure humaine, on n'a pas pu atteindre l'idéal.

¹Le message de M. Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, porte la cote WT/MIN(96)ST/82.

Quant aux règles à proprement parler, dans l'élaboration du système de commerce de demain, trois grandes tâches méritent la priorité:

- la délimitation des frontières naturelles du système de commerce dans une économie mondialisée;
- l'amélioration de l'universalité de l'OMC et de la gestion du processus d'élaboration de décisions dans le système commercial; et
- la pleine intégration, le plus rapidement possible, des pays en développement, et plus particulièrement des pays les moins avancés, dans le système commercial.

La première tâche repose sur le fait que l'on sait que des différences au niveau des politiques nationales risquent de conduire à des avantages injustes auxquels il faut faire obstacle en élargissant les "frontières" du système commercial pour l'étendre à de nouveaux domaines.

Le succès même du Cycle d'Uruguay a incité certains à exercer des pressions pour que l'OMC soit utilisée comme un moyen de poursuivre des objectifs autres que commerciaux, en bref un puissant instrument de gestion des affaires mondiales. Cette approche risque d'ébranler l'équilibre des droits et obligations fondé sur la réciprocité et l'avantage mutuel qui est le fondement du système.

C'est pourquoi tout élargissement de ces "frontières" commerciales doit être l'aboutissement d'une décision réfléchie de la communauté internationale dans son ensemble, reposant sur un examen minutieux de deux considérations majeures. La première considération consiste à déterminer dans quelle mesure il est nécessaire d'établir un équilibre entre la mobilité des biens, des services, des capitaux et de la main-d'oeuvre.

La seconde considération touche directement au défi que constitue la mondialisation. Nous allons être amenés tôt ou tard à nous demander si certains instruments commerciaux traditionnels ont leur intérêt dans une économie mondiale dans laquelle la production se répartit entre une

Ces cinq dernières années, le volume des importations de l'Asie a augmenté plus rapidement que celui des exportations, au taux de 60 pour cent. Si ce taux se maintenait sur les quatre prochaines années, l'accroissement des importations des dix principaux pays d'Asie pourrait égaler celui des Etats-Unis et de l'Union européenne réunis. Fait encore plus notable, la croissance économique et l'augmentation des importations de l'Asie venaient en grande partie de l'intérieur. Contrairement à ce qui se passait jusqu'ici, l'Asie n'est plus aussi tributaire des partenaires industrialisés de la région, dont certains soit ont connu une récession soit ont enregistré une demande d'importation médiocre.

Cela montre qu'il ne faut pas se borner à prendre en compte ce qui se passe dans les pays